BULLETIN
D'INFORMATION
N°12 Janvier 2004

EDUSUD

RESAFAD

Les technologies de l'information et de la communication pour l'éducation en Afrique

Komlavi Francisco Seddoh,
Directeur de la Division Enseignement supérieur de l'UNESCO

K.F Seddoh présentait dans le Bulletin n°2 de janvier 1998, les apports possibles des technologies pour la formation continue, pour la formation à distance dans l'enseignement supérieur et pour la mutualisation des ressources, c'était à une époque où l'intégration des TIC dans les systèmes éducatifs africains n'était pas encore ressentie avec force. Six années plus tard, il dresse pour Resafad un nouvel état des lieux.

Quelles sont les avancées depuis 1998 et quels murs restent-ils à faire tomber ?

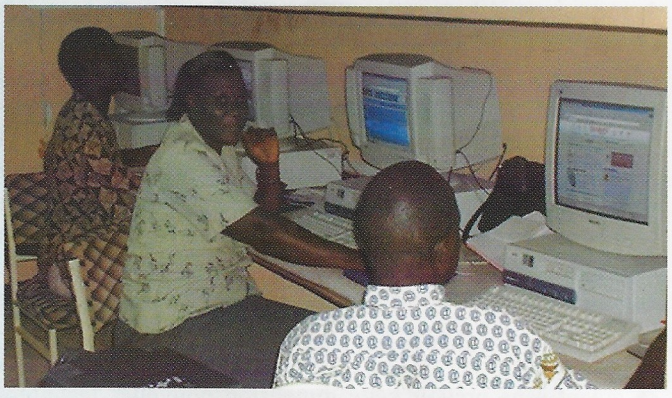
Les TIC font aujourd'hui partie du monde de l'enseignement supérieur. On constate de plus en plus que les formules mixtes associant l'enseignement à distance à l'enseignement en présentiel se sont développées. L'enseignement à distance vient ainsi au secours de la formation en présentiel pour en améliorer la qualité.

Il existe aujourd'hui en Afrique des universités ouvertes dont certaines commencent à bien fonctionner, la Tanzanie a ainsi créé son université ouverte et le Nigéria est en train de lancer la sienne. D'autres universités créent également des bibliothèques électroniques. On constate un début de réalisation des évolutions que nous avions prévues en 1998 mais cela va de mon point de vue à un rythme très lent, particulièrement dans les pays francophones où on ne passe pas encore au stade d'un enseignement à distance suffisamment développé.

Aujourd'hui, les acteurs du monde universitaire ont conscience des multiples intérêts de la technologie. Elle est utilisée pour interroger des bases de données, pour communiquer. Le courrier électronique a pris une grande importance, les campus numériques se sont créés. On constate cependant que la technologie reste absente du processus d'enseignement.

Comment franchir cette nouvelle étape ?

Pour faciliter l'intégration des TIC dans le processus même d'enseignement, nous devons de mon point de vue mettre l'accent sur la formation. Les enseignants ne savent pas comment intégrer la technologie comme outil dans leur enseignement quotidien. Il doivent apprendre. Nous avons proposé, à l'UNESCO, la création dans les universités de centres de pédagogie universitaire. L'une des vocations de ces centres sera de mettre en place des actions de formation initiale et continue au sein desquelles les technologies doivent avoir une place très importante.



Formation au centre RESAFAD-TICE de Ouagadougou

Les TIC ont également facilité partout dans le monde, notamment en Afrique, le développement du marché de l'éducation. L'Afrique se trouve essentiellement en position de consommatrice et non de productrice. Or, non seulement elle reçoit mais elle reçoit sans contrôle. Nous n'avons pas réussi à créer les systèmes de contrôle de qualité que les autres pays, notamment ceux du Nord, ont mis en place. Je pense que pour que l'Afrique puisse prendre une véritable place dans ce marché, la priorité doit être donnée à la formation. La technologie seule ne suffit pas, il faut non seulement les outils mais également les hommes formés, aptes à les intégrer dans leur travail d'enseignement quotidien. C'est à ce prix que les technologies pourront améliorer la qualité de l'éducation.

(*suite page 2*)

RESAFAD-TICE
Réseau d'appui francophone pour l'adaptation et le développement des technologies de l'information et de la communication en éducation - Site EduSud accessible à l'adresse : www.edusud.org
ADPF. ministère des Affaires étrangères - Les Patios St Jacques - 6 rue Ferrus - 75683 PARIS CEDEX 14
Tél : 33 (0) 1 43 13 15 02 Télécopie : 33 (0)1 43 13 15 04 - mel : coordination-resafad@edusud.org

adpf

Ministère des Affaires étrangères

Interview de Komlavi Francisco Seddoh,

(suite de la page 1)

L'une des utilisations des TIC que nous avions préconisée en 1998 était liée à la facilitation de la mise en réseau. Ces réseaux existent aujourd'hui mais l'utilisation des technologies reste insuffisante. Nous avons par exemple à l'UNESCO mis en place la tenu régulière d'échanges électroniques entre spécialistes sur divers thèmes éducatifs. En Afrique francophone, où nous n'en sommes qu'au début, lorsque nous lancions ces discussions, peu de réactions nous parvenaient. Nous avons donc plus ciblé les participants et avons reçu ainsi des contributions plus riches mais ce ne sont pas tout à fait les discussions libres que nous souhaitions.

Il me semble que si nous proposions plus de formations, si les gens étaient sensibilisés. Ils ne considéraient pas l'outil comme simplement pratique pour la réalisation de tâches ponctuelles. Nous réussirions, également, dans cette mise en réseau et dans l'utilisation des technologies, pour communiquer, faire avancer les idées, animer et enrichir les discussions.

Comment expliquer la différence, au niveau universitaire, entre l'Afrique francophone et l'Afrique anglophone ?

Je me suis posé la question. Pourquoi, dans le monde anglophone, ces technologies avancent-elles plus rapidement ? La méthode que les anglophones utilisent, c'est à dire la création d'universités ouvertes aussi bien en Afrique qu'ailleurs, facilite visiblement l'accès à l'enseignement à distance et sa progression. Je pense qu'on devrait retenir cela, non pas pour reproduire à l'identique ces formules, mais pour s'en inspirer et faire en sorte que dans le monde francophone également on arrive plus directement à utiliser l'enseignement à distance comme l'un des moyens d'améliorer l'accès et la qualité de l'éducation, bref pour arriver à rénover l'enseignement supérieur en Afrique. Je suis surpris que des universités nouvelles se créent sans prévoir cette dimension nouvelles technologies. En 2003, une université ne doit pas se créer avec les mêmes modèles qu'il y a 40 ans. Le monde a changé. Ces technologies sont désormais incontournables. Il est bon de les intégrer dans les méthodes d'enseignement, de recherche et de communication au niveau international.

Les technologies se sont-elles développées à tous les niveaux du système ?

Dans l'enseignement supérieur en 1998, peu de gens dans les universités utilisaient l'outil informatique, même pour interroger les bases de données ou pour communiquer. Maintenant, c'est le cas en Afrique francophone grâce aux centres de ressources et aux campus numériques. Le problème est désormais d'aller plus loin en utilisant ces technologies comme outil d'enseignement et de recherche.

Ce développement s'est surtout opéré au niveau supérieur. Dans l'enseignement secondaire et primaire, on relève encore très peu d'utilisation des TIC. Cela doit pourtant demeurer dans les objectifs. La comparaison avec le monde industrialisé, par exemple les écoles primaires et secondaires équipées en France, nous prouve que cela est possible. Il faut que des expériences d'utilisation de ces technologies soient mises en place dans des écoles pilotes et ainsi nuancer l'idée-reçue selon laquelle il faut attendre le supérieur pour utiliser ces technologies dans un cadre éducatif.

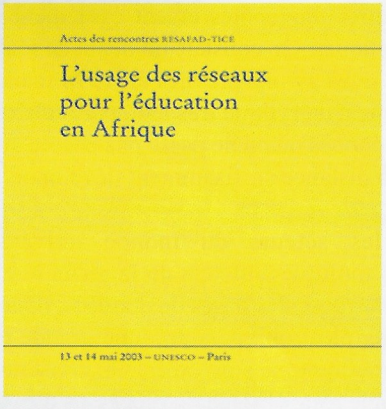
Vous pensez qu'au sortir du secondaire, on ne peut pas entrer dans la vie civile sans avoir utilisé ces outils ?

Oui, en France par exemple, les jeunes suivent au lycée une formation à la technologie, on leur demande de créer des dossiers et d'utiliser ces technologies à toutes les étapes de la réalisation. Il ne s'agit pas de reproduire ces activités dans un contexte qui reste en Afrique très différent, mais de multiplier les expériences et les innovations ayant recours aux TICE.

Fort heureusement, le retard que nous observons dans le système formel a été comblé, au moins dans les villes, par le système informel avec la création de nombreux cybercafés très fréquentés par les jeunes. Ils ont ainsi accès à l'informatique, à Internet et les utilisent comme moyen de communication. On a le sentiment que l'informel va forcer le formel à évoluer...

Vient de paraître

L'usage des réseaux pour l'éducation en Afrique
Actes des Rencontres RESAFAD-TICE 2003
adpf-publications, 171 p.



Cédérom de présentation du RESAFAD-TICE

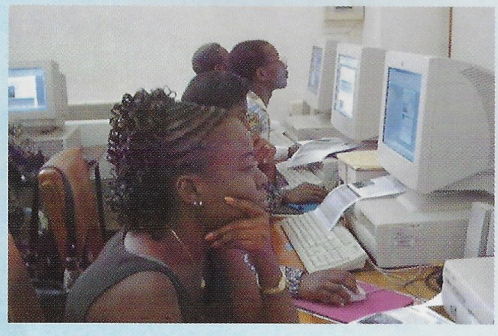
Renseignements : valerie.cador@edusud.org

Le Sommet mondial sur la société de l'information

Témoignage de Papa Youga Dieng (RESAFAD-TICE Sénégal)

La première phase du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) s'est tenue à Genève du 10 au 12 décembre 2003. L'objectif principal était de dégager une stratégie pour réduire la fracture numérique entre le Nord et le Sud. Ce Sommet a regroupé plus de 16 000 représentants de gouvernements, de la société civile et du secteur privé. La déclaration finale, accessible sur le site du sommet http://www.itu.int/wsis/documents/doc_multi-fr-1161|1160.asp, met l'accent sur l'équité pour ce qui concerne l'usage des TIC. Le quatrième paragraphe de la déclaration de principe résume cette volonté : « Toute personne, où que ce soit dans le monde, devrait avoir la possibilité de participer à la société de l'information et nul ne devrait être privé des avantages qu'elle offre. ».

En marge de ces négociations l'Agence française pour le Développement et les ministères de l'Education nationale et des Affaires étrangères français ont organisé une table ronde consacrée à des "témoignages sur les usages de l'Internet" regroupant une vingtaine d'acteurs issus de projets évoluant dans différents secteurs. Onze intervenants (RESAFAD-TICE, f-i-a, Webtrotteur des quartiers, Mosaïque du Monde, Misericordia, Ethnologues en herbe, e-Atlas, Manobi et ENDA) se sont succédés autour des thèmes suivants : militance, formation, capacité à utiliser les TIC comme outil de création d'intelligence collective et les TIC dans le développement économique.



Les usages d'Internet présentés répondent à des besoins locaux clairement identifiés et ont ainsi plus de chances d'avoir des effets démultiplicateurs. Quatre projets ont particulièrement retenu notre attention : *Manobi*, *Misericordia*, *E-atlas* et *Mosaïque du Monde*.

Manobi Sénégal est le premier opérateur sénégalais de services à valeur ajoutée sur Mobile et Internet pour les entreprises et les professionnels. Il propose aux producteurs agricoles et aux marchands un Système d'information en temps réel sur la situation des marchés nationaux ou internationaux. Cette expérience s'appuie sur le téléphone cellulaire et Internet. Par exemple, un producteur peut savoir en temps réel sur quel marché il doit vendre ses produits pour optimiser ses profits. Ce projet a d'ailleurs été primé dans le cadre du Sommet (http://www.manobi.sn).

Misericordia est quant à lui un projet intégré dans un complexe socio-éducatif (école, centre de formation, orphelinat) de la banlieue de Lima (Pérou). Il est basé sur la production d'une ligne de vêtements s'inspirant des uniformes d'écoliers péruviens. La collection produite est commercialisée localement et par de grandes boutiques parisiennes (http://www.misericordia.com).

Mosaïque du Monde développe des échanges pédagogiques et culturels entre les pays francophones du Nord et du Sud. C'est un réseau d'écoles et de centres culturels qui facilite les échanges culturels et les transferts de savoirs grâce aux outils pédagogiques et ateliers coopératifs (http://www.mosaiquedumonde.org).

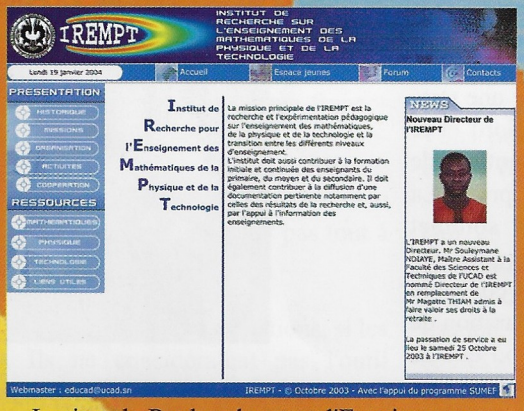
Le projet *E-atlas*, enfin, vise à développer des supports numériques grâce une équipe d'une quarantaine de chercheurs du Groupe de Recherches Socio-économiques de l'Université de Toulouse 2 Le Mirail. Sept pays (Espagne, Viêtnam, Chine, Canada, Mexique, Sénégal et Tunisie) sont représentés. (http://www.univ-tlse2.fr/gresoc/eatlas/)

Résumer les problématiques posées par l'émergence de la Société de l'Information en une simple réduction de la "fracture numérique" pourrait nous conduire à des blocages certains. Ces quelques exemples montrent qu'il peut être plus judicieux pour nous, pays du Sud, d'envisager des sauts technologiques basés sur des réponses appropriées à nos besoins. Manobi est ainsi devenu leader dans son domaine et étudie des possibilités d'extension en France.

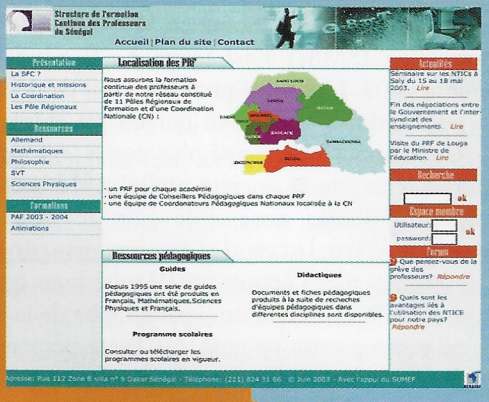
Papa Youga Dieng

Actualités RESAFAD-TICE

Deux nouveaux sites pédagogiques sénégalais



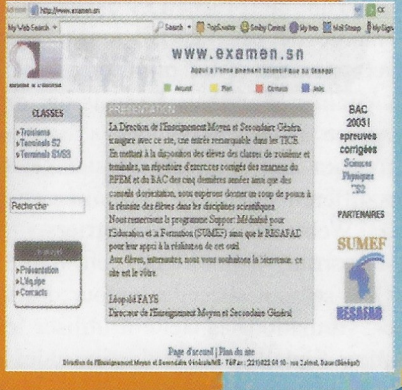
Institut de Recherche pour l'Enseignement de la Physique et de la Technologie
http://irempt.education.sn



Structure de Formation Continue des professeurs
http://sfc.education.sn

Les usages d'examen.sn

Le site enregistre environ 200 visiteurs par jour. Pour les élèves, le site est utilisé à partir de la salle informatique scolaire pendant les pauses ou à partir d'un cybercafé proche du domicile. Ils font des exercices de renforcement, préparent les compositions ou repèrent les concours d'entrée dans les écoles de formation professionnelles. Quant aux professeurs, ils réalisent des séries d'exercices à distribuer aux élèves par simple copier-coller dans un traitement de texte. Le site constitue une archive de sujets d'examens pour les dernières années.



Source :Resafad Sénégal

Création de deux centres de ressources multimédias ...

... au Lycée Wouro de Labé (Guinée) et au Lycée de Vogan (Togo). Ils permettront aux enseignants de proposer des activités originales ayant pour but d'inciter les élèves à choisir la filière scientifique. Ils ont été créés grâce à un partenariat élargi : RESAFAD-TICE associé aux SCAC de Lomé et Conakry et des opérateurs locaux, l'Assemblée Nationale Française, Air France, les APE locales,

Les sites nationaux...

...présentent le centre RESAFAD-TICE national, les activités mises en œuvre (formations, développements, appui et conseil à des projets) ainsi que l'actualité, l'état et les perspectives des NTIC et des TICE dans le pays. Au Burkina et au Sénégal, ces serveurs hébergent déjà ou vont héberger plusieurs sites nationaux.

Bénin	www.edusud.org/spip-benin/
Burkina Faso	www.bf.resafad.org/
Guinée	www.gn.resafad.org/
Guinée Equatoriale	www.edusud.org/spip-guinequ/
Mali	www.edusud.org/spip-mali/
Mauritanie	www.edusud.org/spip-maurita/
Sénégal	www.sn.resafad.org/
Togo	zwww.edusud.org/spip-togo/centre.htm

Nouveau dossier sur edusud...

...consacré au Sommet mondial sur la société de l'information (rubrique "Actualité") :

www.edusud.org/actu/smsi/2003/actu/dossier.html

Deux nouvelles salles RESAFAD-TICE...

... en Guinée Equatoriale (à l'Ecole de formation des professeurs de l'Université Nationale de Bata) et au Mali (Ecole Normale Supérieure de Bamako).